

Défendez les droits économiques, sociaux et culturels dans le monde

Le Réseau-Solidarité relaie en Europe les appels à la mobilisation internationale d'organisations latino-américaines, africaines et asiatiques. Ses membres interpellent entreprises et gouvernements. Sept fois sur dix, les choses bougent.



PARTICIPEZ A NOS CAMPAGNES DE LETTRES

En retournant ce coupon à : **Réseau-Solidarité**
de la fédération Peuples Solidaires

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

ENGAGEMENT

Je participe aux actions de Réseau-Solidarité

en répondant à 5 appels par an

en répondant à tous les appels (entre 12 et 15 par an)

Merci de ne vous engager à ce niveau que si vous êtes sûr de pouvoir le faire.

Pour soutenir financièrement l'action de Réseau-Solidarité,

je joins un chèque de euros

Cette participation est facultative. Les dons à Réseau-Solidarité sont déductibles des impôts à hauteur de 60% (dans la limite de 20% du revenu imposable).

Date et signature

Je souhaite recevoir davantage d'informations sur Réseau-Solidarité.

du 20 octobre
au 31 décembre 2005

LE TRAIN DES PRIVATISATIONS

L'économie du Mali, Etat enclavé au centre de l'Afrique de l'Ouest, est fortement tributaire des voies de communication qui relient le pays aux ports de la côte Atlantique. Ainsi, Dakar, au Sénégal, est le terminus maritime de la seule ligne de chemin de fer, longue de 1 288 kilomètres qui dessert le territoire du Mali depuis plus d'un siècle. Mais depuis le 1^{er} octobre 2003 c'est la société privée *Transrail* qui exploite le rail malien. Une privatisation très fortement contestée par le *Cocidirail*, qui rassemble de nombreux acteurs de la société civile malienne et a créé des comités locaux tout au long du tracé de la ligne. Car employés et usagers sont les plus touchés par une privatisation qui néglige les besoins des populations et privilégie une rentabilité à court terme, tout en pesant très lourd sur les finances de l'Etat malien. Mais la mobilisation peine à se faire entendre et l'un de ses porte-parole, ancien cadre de la Régie des Chemins de Fer, a même été renvoyé sans ménagement en raison de ses activités.



Ingénieur d'exploitation du chemin de fer, Tiécoura Traoré est à l'initiative du lancement du *Collectif Citoyen pour la Restitution et le Développement Intégré du Rail Malien (Cocidirail)*, fondé le 31 août 2003. Fils de cheminot, titulaire d'une thèse de doctorat en gestion des transports, ancien directeur adjoint de l'école des cadres du chemin de fer africain, Tiécoura Traoré bénéficie d'une grande confiance auprès des cheminots et des citoyens maliens regroupés au sein de *Cocidirail*. Le 11 octobre 2004, il a pourtant payé le prix fort de son engagement en se faisant licencier. Ses employeurs lui ont reproché son "manque de loyauté" et son "intention délibérée de nuire" et l'ont privé de tout salaire, prime ou indemnité. L'inspecteur du Travail s'est opposé à cette mesure et a fait valoir que ce licenciement ne respectait pas la législation locale, M. Traoré étant protégé en raison de son statut de délégué du personnel. Mais depuis 2004, l'ex-salarié et ses soutiens demandent en vain sa réintégration. Le 9 mai 2005, contre toute attente, le *Tribunal du Travail* a même validé le licenciement. Cependant, il tarde curieusement à notifier sa décision, privant ainsi les avocats de M. Traoré de toute possibilité d'appel.

Privatisation à grande vitesse

Le chemin de fer malien, doté d'un patrimoine estimé à 105 milliards de francs CFA a été bradé à *Transrail* pour 7 milliards, payable à crédit sur exploitation de la ligne et sur 7 ans. Certes, depuis la privatisation, le trafic de marchandises a été multiplié par 6. Mais le trafic voyageur est totalement laissé à l'abandon. Plus de deux tiers des gares et haltes ont été fermées (26 sur 36) dans ce pays où le rail représentait l'un des principaux moyens de circulation. De nombreux villages sont inaccessibles par la route et c'est autour du rail que se sont développés des villages, des vergers, toute une série d'activités économiques aujourd'hui gravement menacées.

Pas question pour *Transrail* d'assumer les coûts d'investissements liés au trafic-voyageurs. Le Sénégal et le Mali s'endettent à hauteur d'une vingtaine de milliard de francs CFA pour l'achat de locomotives et voitures destinées à ce transport. "Voilà au total une privatisation où l'acheteur prend tout à crédit, se fait financer par le vendeur non seulement les investissements qui lui incombent, mais encore les services qu'il doit lui rendre. *Transrail* n'apporte pas un sou et est venu juste pour se baisser et ramasser les bénéfices colossaux d'environ 1 milliard par mois que lui



Réseau-Solidarité
de la fédération Peuples Solidaires

10, quai de Richemont - 35000 Rennes

tél. : 02 99 30 60 52

fax : 02 99 30 39 30

e-mail : reseau-solidarite@peuples-solidaires.org

Site : www.peuples-solidaires.org/reseau-solidarite

POUR EN SAVOIR PLUS

Petite histoire du chemin de fer d'Afrique de l'Ouest

A la période coloniale, suivant un schéma bien connu, la liaison ferroviaire de l'Afrique Occidentale Française fut l'outil permettant l'exportation des matières premières vers les centres d'exploitation et les marchés et l'importation d'intrants et de produits finis. Après la seconde guerre mondiale de nouveaux Etats ont pris la place des anciennes colonies. Le Mali et le Sénégal, pour ce qui concerne cette région, ont chacun créé leur propre régie de chemin de fer, exploitant les portions de ligne se trouvant sur leurs territoires respectifs. L'histoire de la Régie de Chemin de Fer Malien a malheureusement été ponctuée de scandales financiers et ses caisses bien souvent prises en otages par les pouvoirs politiques qui se sont succédés.

Appel en lien avec :

En France, le groupe Afrique d'ATTAC, la CGT-Cheminots et Sud-Rail, apportent un soutien très actif au Cocidirail.

Contact COCIDIRAIL :

cocidirail@yahoo.fr

ECRIVEZ !

Par lettre : vous pouvez découper le modèle ci-contre ou le recopier en l'adaptant à votre style. Envoyez votre courrier au destinataire (adresse indiquée dans la lettre), sans oublier d'inscrire vos coordonnées et de signer.

Affranchissement : 0,75 (ou enveloppe internationale 8,40 les 10)

E-mail : presidence@koulouba.pr.ml

Délai de réaction : dès réception, mais pour donner plus d'ampleur à la campagne, vous pouvez la diffuser jusqu'à fin décembre 2005.

procure le trafic-marchandises qui a, de tout temps, été rentable" (déclaration du Cocidirail - septembre 2004). Il est par ailleurs difficile de savoir qui est réellement derrière cette société. *Transrail* était initialement une société de droit malien, détenue par des actionnaires canadiens et français (*CANAC* et *GETMA*). Les français de *GETMA* ont cédé leurs actions au groupe *J. LEFEBVRE* (bâtiment et café), proche d'Abdoulaye Wade, Président du Sénégal, qui a vendu à la *S.N.C. EUROVIA* son fonds industriel et commercial de travaux publics. Les canadiens *CANAC* ont été, à leur tour, rachetés par l'américain *SAVAGE COMPAGNIES*.

L'affaire est rentable, en tous cas, puisque la concentration de l'activité sur le transport du fret a par exemple permis, en deux ans, de multiplier par trois le tonnage des marchandises transportées du Sénégal vers le Mali (45 000 tonnes par mois), avec des résultats financiers qui ont connu dans le même temps une progression de 75 %.

Résistance populaire, résistance syndicale

Depuis deux ans, le *CODICIRAIL* ne ménage pas son énergie. Il multiplie les émissions de radio, organise des meetings de protestation et campagnes d'affichage dans tout le pays. Il a contribué à la naissance d'un nouveau syndicat du chemin de fer, le *SYTRAIL*. Cette activité a eu un écho important dans la presse nationale et internationale.

Dans l'entreprise, les organisations syndicales sont également actives⁽¹⁾. Une grève a lieu en mars 2005. Les revendications portent sur l'hygiène et la sécurité, l'élection de délégués du personnel, la participation au Conseil d'Administration de la société⁽²⁾, l'égalité de traitement et l'harmonisation des salaires entre la société malienne et celle, plus avantageuse, du Sénégal.

Les mouvements sociaux se développent donc au sein de l'entreprise pour le respect des droits et la dignité, tandis que la contestation de la politique de transport gagne l'ensemble de la société civile malienne.

Ainsi, le récent Forum de Fana⁽³⁾ a été l'occasion, pour le Cocidirail, d'accroître le retentissement national et international de son combat, et d'en appeler à un élargissement de la mobilisation.

(1) Deux syndicats sont implantés à Transrail : le Sytrail, créé dès octobre 2003, et le Fetrail.

(2) 9 % des parts de Transrail appartiennent au personnel, mais celui-ci n'est pas représenté au sein du Conseil d'Administration.

(3) La 4ème Edition du Forum des Peuples s'est tenue du 06 au 09 juillet 2005 à Fana, au Mali, en contrepoint au sommet de G8 de Gleneagles, Ecosse. Une délégation de Peuples Solidaires y a participé.

Date :

Amadou Toumani Touré
Président du Mali
Palais de Koulouba
BAMAKO
République du Mali

Monsieur le Président,

J'ai été informé par le Cocardirail et par le Réseau-Solidarité de Peuples Solidaires (10, quai de Richemont - Rennes, France) des conséquences de la privatisation du rail malien pour les populations et pour les salariés du rail.

Le Cocardirail se mobilise depuis 2003 pour "rendre le chemin de fer au Peuple". Il demande notamment le respect des droits acquis des cheminots de toutes les générations, l'égalité de salaires pour les même postes, le respect de la convention de concession et de tous les accords signés, la réouverture inconditionnelle des gares et haltes, le rétablissement des retraités et rentiers dans leurs droits.

Je soutiens ces requêtes et regrette que M. Tiécoura Traoré, président du Cocardirail, ait été licencié le 11 octobre 2004 sans salaire, prime ni indemnité, en raison de ses activités militantes. M. Traoré devrait être réintégré dans l'intégralité de ses droits. Sur ce dossier, je vous demande d'intervenir pour le Tribunal du travail qui s'est prononcé sur cette affaire livre sans tarder la notification de son jugement, pour permettre à la justice de suivre son cours.

Restant attentif aux suites que vous donnerez à ma lettre, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

Signature :



DES ENVELOPPES POUR VOS COURRIERS

Accompagnez vos courriers de messages sur les droits économiques et sociaux, et faites connaître notre action.

Nous vous proposons des enveloppes Réseau Solidarité agrémentées de messages sur des mobilisations en faveur des droits économiques et sociaux (cinq modèles : Thaïlande, Ghana, Equateur, Haïti, Brésil) d'un dessin et de notre logo.

5 € + 0,85 € de frais d'envoi pour un paquet contenant 10 enveloppes de chaque modèle.

A Commander à : ORCADES - 6 bis rue Albin Haller - Zone République II - 86000 POITIERS

Nom Prénom

Adresse

.....

Code Ville

Je commande paquet(s) de 50 enveloppes pour un montant total de (5,85 € le paquet+port, chèque à Orcades)